

ARCHITECTURE

PROJETS ET CONCOURS



Giovanni De Paoli, doyen de la Faculté de l'aménagement de l'UdeM: « Pourquoi un poète ne pourrait-il pas participer à un projet d'architecture ? »

Page 3



Le Centre d'interprétation de Pabos a été une étape marquante du parcours de la firme Big City, selon **Anne Cormier**

Page 5

CAHIER C > LE DEVOIR, LE MERCREDI 14 MARS 2012



Concours pour le Complexe sportif de l'arrondissement de Saint-Laurent, Saucier + Perrotte architectes. Perspective du bâtiment vue depuis le boulevard Thimens. PHOTOS SOURCE LEAP

En architecture, il y a plus d'une bonne idée qui serait «perdue» si elle ne connaissait de vie que les cartons d'un bureau d'architectes

L'architecture de demain est déjà connue!

L'Université de Montréal ouvre une banque de concours architecturaux

Un concours, des propositions par dizaines, par centaines. On décrira souvent les mérites du projet retenu, mais, pour d'autres, ceux et celles-là souvent étant des architectes, il y a autant à apprendre et à découvrir dans les autres projets soumis. Bienvenue dans le monde des idées en action, dans l'univers des concours d'architecture.

NORMAND THÉRIAULT

Nous sommes en architecture. «Évidemment, en matière de réception sociale et publique, on accorde beaucoup d'attention au projet lauréat d'un concours, et puis on a tendance à oublier les autres. Mais nous nous sommes aperçus que les autres avaient avancé des hypothèses esthétiques

ou techniques qui valaient la peine d'être recueillies dans un catalogue numérique qui serait mis à la disposition du milieu architectural, de façon à constituer une connaissance actuelle concrète de l'état des lieux de la pensée du projet d'architecture contemporain au Québec et au Canada.» Et George Adamczyk de décrire qu'en 2001 naissait à l'Université de Montréal le Laboratoire d'étude de l'architecture

potentielle, le LEAP, dont la mission est de faire en sorte que ce qui a un jour été conçu mérite à plus d'un titre d'être retenu, mis en mémoire, inscrit en banque.

En fait, le choix d'une proposition se fait souvent selon des critères qui n'enlèvent en rien à d'autres projets leur mérite.

Ainsi, Québec verra en 2014 l'inauguration d'un nouveau pavillon au Musée national des beaux-arts. Si la deuxième phase du concours a été favorable au projet soumis par l'Office for Metropolitan Architecture (OMA, New York) que dirige Shohei Shigematsu, et ce, en consortium avec les architectes québécois Provencher Roy et associés, Paul Bourassa, de ce musée, ne tarit toutefois pas d'éloges pour d'autres propositions.

Parlant ainsi de la proposition signée par la firme Brière, Gilbert et Associés/Nieto Sobejano, il la dit étonnante «parce que travaillée beaucoup en sous-sol, avec une volumétrie extérieure moins présente et un langage architectural marqué». Et il nous fait même rêver en décrivant une autre proposition non retenue: «Le projet le moins spectaculaire, mais ça semblait très volontaire, était celui d'Allied Works: très élégant, presque silencieux, respectueux du cadre monastique qui a marqué l'histoire du lieu.»

Lieu de mémoire

Pour une œuvre finalisée, on retiendra donc qu'en architecture il y a plus d'une bonne idée qui serait malheureusement «perdue» si elle ne connaissait de vie que les cartons d'un bu-



Concours international organisé pour le nouveau Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ). Extrait d'une planche présentée par le lauréat à la deuxième phase du concours, projet de l'Office for Metropolitan Architecture (OMA, New York) dirigé par Shohei Shigematsu en consortium avec les architectes québécois Provencher Roy et associés.

reau d'architectes. Si on rétorquera que les magazines ont longtemps été des lieux de mémoire, on peut cependant déjà se féliciter qu'au LEAP, via le site www.ecc.umontreal.ca, on a déjà rendu public ce Catalogue des concours canadiens, une bibliothèque de projets de concours donnant en accès public des informations et des images sur près de 2500 projets pour la seule architecture contemporaine canadienne.

Et la qualité des propositions décrites plaide pour une stratégie de concours. Ainsi, une Anne Cormier dira que le concours ouvert pour le Centre d'interprétation de Pabos, en Gaspésie, a été primordial pour sa firme Big City, comme le sera sans doute cette nouvelle bibliothèque à Saint-Hubert pour l'Atelier Tag, de Manon Asselin, ici associé à Jodoin Lamarre Pratte, architectes.

En fait, même pour une firme établie, un concours fait saliver: Saucier + Perrotte architectes a ainsi déposé un projet lors du concours lancé pour le complexe sportif de l'arrondissement de Saint-Laurent à Montréal.

Jours de parole

Que l'architecture potentielle soit de l'architecture tout court, il en sera d'ailleurs question cette semaine quand le LEAP tiendra colloque. Il sera interna-

tionnel, comme permet de le découvrir son appellation, car elle est de langue anglaise: «International Competitions and Architectural Quality in the Planetary Age». Si l'inscription est maintenant close, on peut ce-



Projet lauréat des architectes de l'Atelier Tag, de Manon Asselin, en association avec Jodoin Lamarre Pratte, architectes. Il s'agit de l'extérieur de la nouvelle bibliothèque de Saint-Hubert.

pendant encore décider d'assister à la conférence de Shohei Shigematsu, ce vendredi à 17h30, dans un des amphithéâtres de la Faculté de l'aménagement sise chemin de la Côte-Saint-Catherine.

Et là d'apprendre comment un musée existe, se conçoit, se pense, et ce, longtemps avant qu'un premier visiteur n'en franchisse les portes...

Le Devoir



Projet lauréat des architectes de l'Atelier Tag, de Manon Asselin, en association avec Jodoin Lamarre Pratte, architectes. Il s'agit de l'intérieur de la nouvelle bibliothèque de Saint-Hubert.

ARCHITECTURE

Chaire de recherche sur les concours et les pratiques contemporaines en architecture

Les concours décrivent l'évolution de l'architecture

«Ce sont souvent des équipes multidisciplinaires qui cherchent à pousser la définition du projet le plus loin possible»

Associée au Laboratoire d'étude de l'architecture potentielle (LEAP) de l'Université de Montréal, la toute nouvelle Chaire de recherche sur les concours et les pratiques contemporaines en architecture permettra d'approfondir les connaissances sur une pratique importante, quoique méconnue du grand public, soit les concours d'architecture. Jean-Pierre Chupin en témoigne.

PIERRE VALLÉE

«Les concours d'architecture ne sont pas nouveaux, c'est une pratique qui est très ancienne et qui fait partie de l'histoire de l'architecture», explique le professeur et chercheur Jean-Pierre Chupin, directeur de la Chaire de recherche et codirecteur du LEAP. Aujourd'hui, dans certains pays, tels l'Allemagne, la Suisse et la France, les concours d'architecture sont obligatoires dès que le projet est financé par des deniers publics. «Au Canada, cette obligation n'existe pas. Malgré cela, c'est au Québec et en Ontario que cette pratique est la plus courante.»

La Chaire de recherche sur les concours et les pratiques contemporaines en architecture s'est donné deux objectifs. Le premier objectif est de rassembler des chercheurs qui s'intéressent aux concours d'architecture afin de produire des recherches sur le sujet. «Les concours d'architecture nous apparaissent comme un bon filtre pour analyser les projets d'architecture contempo-

rains. Leur étude permet de dégager les tendances actuelles en architecture. De plus, comme les concours d'architecture sont ouverts aux jeunes architectes, ce qui est rarement le cas des appels d'offres, ils donnent un aperçu des idées émergentes. On peut aussi y déceler les nouvelles exigences et attentes des clients.» Le deuxième objectif est «de constituer un réseau international de chercheurs sur le sujet».

Comment fonctionne un concours d'architecture?

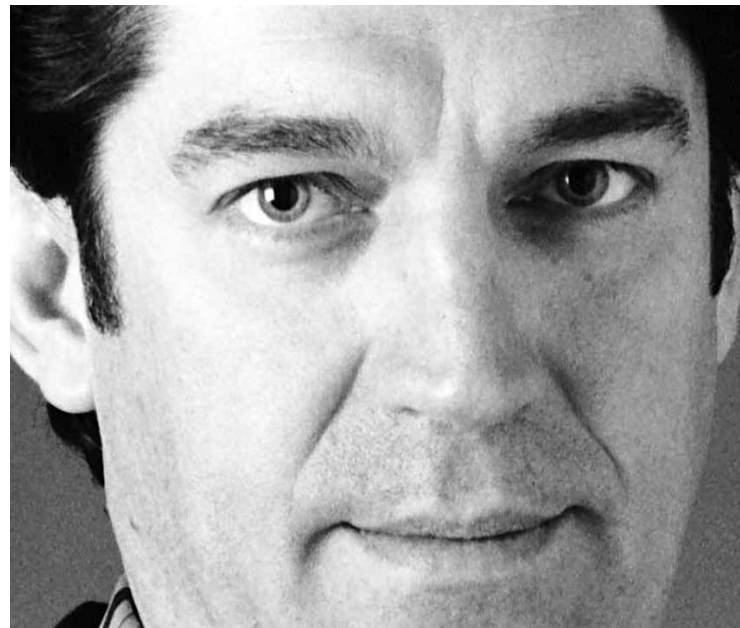
En premier, une distinction s'impose. «Il ne faut pas considérer les concours d'architecture comme des appels d'offres. Lorsqu'une firme d'architecture répond à un appel d'offres, elle le fait en fonction du budget. Mais lorsqu'une firme d'architecture participe à un concours d'architecture, c'est l'ensemble du projet qui est pris en compte: la fonction du bâtiment, son emplacement et son insertion dans la trame urbaine, son esthétisme, etc. On doit évidemment tenir compte du budget, mais ce n'est pas le principal critère.»

De plus, l'organisation d'un concours d'architecture est une œuvre collective qui se fait en trois étapes. «La première étape est réalisée par l'équipe du client qui construit le programme et définit les attentes et les spécifications de la commande.» La seconde étape est réalisée par l'équipe mise en place par la firme d'architecture qui participe au concours. «Ce sont souvent des équipes multidisciplinaires qui cherchent à pousser la définition du projet le plus loin possible. C'est l'étape des maquettes et des simulations, qui aboutiront au projet final présenté.»

La troisième étape est celle du choix du projet gagnant. «Il n'y a pas de concours d'architecture sans jury. Ce jury doit peser le pour et le contre de chaque projet. Il doit comparer et évaluer les projets entre eux avant de retenir un des projets. Et il doit le faire selon des critères d'analyse et de comparaison, et non pas sur un coup de cœur, puisqu'il s'agit de choisir ce qu'on juge comme le meilleur projet.»

Les retombées des recherches

L'étude des concours d'architecture, en plus de permettre de brosser un portrait des tendances en architecture contemporaine, peut aussi déboucher sur des retombées plus concrètes. «En étudiant les concours d'architecture, on en vient à mieux comprendre leur fonctionnement. Par exemple, est-ce que les critères qui ont servi



Le professeur et chercheur Jean-Pierre Chupin, directeur de la Chaire de recherche et codirecteur du LEAP

à définir le programme étaient trop flous ou trop contraignants? Est-ce que les propositions des firmes d'architectes ont aidé à mieux définir la commande? Comme le choix du jury repose sur un jugement collectif, quels outils dispose-t-il pour y arriver? Les connaissances acquises en matière de fonctionnement nous permettront ensuite de proposer les meilleures pratiques en matière de concours d'architecture.»

Parmi ces pratiques, il y a celle de la transparence des jurys. «Je crois que les jurys devraient être complètement transparents

et que le public a le droit de savoir pourquoi et comment on est arrivé à faire tel ou tel choix. Cette transparence aurait pour effet de sensibiliser le public à une culture architecturale, qui est un élément essentiel si on veut une architecture de qualité.» Il croit aussi que les concours d'architecture sont un moyen pour y arriver et il aimerait voir leur usage être plus répandu. «Par exemple, on fait au Québec des concours d'architecture pour les bibliothèques municipales, mais pas pour les édifices scolaires. Pourquoi? Nos écoles

ne méritent pas la meilleure architecture?»

Un premier colloque

Quant à la création d'un réseau international de chercheurs dans le domaine, les premiers jalons seront jetés lors du premier colloque international organisé par la Chaire de recherche sur les concours et les pratiques contemporaines en architecture et le LEAP, qui a lieu en fin de semaine. «Les chercheurs, tous des spécialistes dans le domaine des concours d'architecture, viennent de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud ainsi que de l'Europe du Nord.»

Le colloque se déroule sous le thème des concours internationaux et de la qualité architecturale dans une ère planétaire. «La planète d'aujourd'hui n'est plus la même qu'elle était. Nous sommes dans une ère planétaire où il y a plus d'ouverture et dans laquelle il est davantage acceptable que le projet retenu pour un bâtiment au Québec soit celui d'un architecte étranger.» Cette ouverture aux idées d'autrui lui apparaît comme un gage de plus pour la mise en place d'une qualité architecturale, essentielle à ses yeux. «On ne se rend pas toujours compte de l'importance de la qualité architecturale. Mais quand on visite une ville, que fait-on, sinon visiter son architecture?»

Collaborateur du Devoir

De D'architectures à Canadian Architect

La qualité de l'architecture contemporaine française s'explique par l'émergence des concours

«Il ne faut jamais oublier qu'un concours est une question de gestion de risques»

Les revues d'architecture sont les témoins privilégiés des concours: elles publient les projets en lice, mais surtout elles les commentent et les critiquent. Que ce soit en France ou au Canada, les rédacteurs en chef ont chacun leur vision de ce monde où parfois les petits peuvent côtoyer les grands.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Emmanuel Caille est critique d'architecture en France et rédacteur en chef du magazine D'architectures. Ian Chodikoff occupe les mêmes fonctions au

sein du magazine Canadian Architect. Tous deux prononceront une conférence dans le cadre du colloque organisé par le LEAP. Si les titres sont les mêmes, les réalités sont bien différentes sur chacun des deux continents. Pourtant, les discours se rejoignent et un même désir anime les deux hommes: celui d'une rencontre entre la culture ambiante et l'architecture.

La recherche de la qualité

«En France, l'architecture se porte plutôt bien, elle s'est considérablement améliorée. Depuis les vingt dernières années, on a vu un accroissement de la qualité indéniable, qui est vraiment dû à la pratique des concours», dit Emmanuel Caille.

Du côté du Canada, le constat est plus partagé: «On en parle beaucoup entre collègues, et notre conclusion est que la qualité de l'architecture au Canada est très élevée, mais elle pourrait être améliorée sans des contraintes qui font en sorte qu'elle n'est pas tout à fait ce qu'elle devrait être», pense, quant à lui, Ian Chodikoff. Ici, au Canada, les contraintes dont on parle sont d'ordre culturel: «Les clients peuvent être effrayés à l'idée de mettre l'argent nécessaire pour construire un immeuble, ils ne voient pas les avantages de dépenser autant. Il y a aussi la relation entre les constructeurs et les architectes qui peut parfois être conflictuelle, ce qui se traduit par des coûts plus élevés et empêche de faire naître de nouvelles façons de fonctionner», ajoute M. Chodikoff.

Il faut aussi mentionner d'emblée que construire au Canada est souvent plus difficile qu'en Europe. Cette difficulté s'explique en partie par le climat canadien: «Quand on compare les budgets des projets européens aux budgets canadiens, on constate qu'on dépense beaucoup pour nos immeubles. Les codes sont différents. Pour ne donner qu'un exemple, on pense aux exigences en matière de stationnement. En Europe, ces exigences ne sont pas les mêmes et on peut construire sur des terrains plus petits. Ici, malheureusement, l'argent qu'on doit mettre pour un stationnement souterrain ne peut être utilisé pour améliorer un autre aspect de l'immeuble», explique Ian Chodikoff.

Les deux architectures françaises

En France, la qualité en architecture s'est grandement améliorée depuis une vingtaine d'années. Pourtant, à une certaine époque pas si lointaine, on pouvait parler de deux architectures distinctes: celle de la commande publique, avec des musées, des écoles, des mairies et du logement social, et, de l'autre côté, l'architecture émanant du secteur privé, avec ses sièges sociaux et le logement privé.

Puis, petit à petit, «l'exemple qui venait de l'État a contaminé positivement le milieu. Même si ce n'est pas encore partout réjouissant, on commence à voir des projets intéressants à la fois

dans le logement et dans les sièges d'entreprise», commente M. Caille, qui croit que «les chefs d'entreprise ont compris, avec les grands concours et les "starchitectes", qu'il y avait une certaine image à gagner à travers l'architecture».

Les concours au Canada...

Dans tout le Canada, il n'y a qu'au Québec qu'on s'est doté de politiques concernant les concours d'architecture. En simplifiant, on pourrait dire que, pour la création de tout édifice public de certaines dimensions, on doit nécessairement passer par un concours. «Ailleurs au Canada, les concours diffèrent énormément. Il y a les concours ouverts, où toutes les firmes peuvent participer. Il y a les concours sur invitation, où le client invite quatre firmes à faire des présentations, et, finalement, il y a les concours où les firmes doivent remplir certaines conditions et pour lesquels on doit se qualifier. On dit de ces concours qu'ils sont ouverts, mais il peut être tellement difficile de se qualifier que, en réalité, ils ne sont ouverts qu'à quelques firmes seulement», précise M. Chodikoff.

Serait-il intéressant, pour le monde de l'architecture, d'implanter certaines lois qui viendraient encadrer la pratique des concours? Selon Ian Chodikoff, «il serait difficile de faire voter ces lois. Il ne faut jamais oublier qu'un concours est une question de gestion de risques. On pourrait penser à développer des politiques faisant en sorte que, n'importe où au pays, on organise des concours afin de maximiser le talent et de minimiser les risques. On pourrait aussi penser en fonction de lois qui feraient que les projets pour lesquels il y a des concours profiteraient d'un meilleur financement.»

... et en France

En France, c'est le président Georges Pompidou qui lança la pratique des concours d'architecture internationaux lorsqu'il entreprit le projet de construction du centre Beaubourg, aujourd'hui renommé centre Georges-Pompidou. Ce concours a été gagné par des étrangers, Renzo Piano et Ri-

chard Rogers. «Par la suite, pendant le septennat de Mitterrand à partir de 1981, sont lancés de grands projets d'architecture. Ces projets ouvrent la porte aux étrangers et c'est alors qu'on s'aperçoit de ce qui se passe ailleurs en Europe», rappelle Emmanuel Caille.

Si en France le système des concours n'est pas parfait, il fonctionne quand même très bien: «C'est viable comme système pour l'Europe. On pourrait passer tout son temps à parler de ses défauts, mais j'ai envie de dire que c'est comme la démocratie: on ne connaît rien de mieux. Bien sûr, les concours sont des jeux de pouvoir, mais au final on voit rarement de très mauvais projets l'emporter», conclut M. Caille.

Lors de la présentation de sa conférence, «Leveraging Design Competitions for Effective Urban Development», qu'on pourrait traduire par «Soutenir les concours d'architecture pour un développement urbain efficace», Ian Chodikoff mentionnera l'importance de structurer avec soin un concours d'architecture afin que le résultat puisse représenter au mieux les objectifs du client, tout en assurant le plus haut calibre de qualité. C'est donc aux organisateurs et aux commanditaires de faire leur travail.

Mais les firmes doivent elles aussi relever le défi de bien comprendre les besoins des clients afin de répondre le mieux possible à leurs demandes: «Ça fait partie de la stratégie promotionnelle de plusieurs firmes d'architectes que de participer à des concours, mais c'est une mauvaise stratégie de se lancer sans avoir réfléchi et ça peut coûter très cher avec très peu de garantie. On doit faire en sorte de maximiser l'énergie et la créativité qu'on met dans un concours pour qu'il soit efficace. De cette manière, tout le monde en sortira gagnant.»

Collaboratrice du Devoir

Emmanuel Caille et «From Fascination to Promotion: Foreign Architects Invited to France», le vendredi 16 mars à 14h40, suivis de Ian Chodikoff et «Leveraging Design Competitions for Effective Urban Development», à 16h15.

D'ESPACE POUR L'ART

UN CONCOURS INTERNATIONAL D'ARCHITECTURE POUR SON NOUVEAU PAVILLON
UNE PREMIÈRE DANS LE DOMAINE MUSÉAL AU QUÉBEC

Musée national des beaux-arts du Québec

UNE RÉALISATION DU CONSORTIUM

OMA

WWW.MNBA.QC.CA

PHOTOS: OMA/LUDWIG

PROVENCHER BOY + ASSOCIÉS ARCHITECTES

ARCHITECTURE

La multidisciplinarité à la Faculté de l'aménagement

«Pourquoi un poète ne pourrait-il pas participer à un projet d'architecture?»

L'inscription de la faculté sur la scène internationale est prioritaire

La Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal est la plus grande faculté de ce type au Canada et fait partie de la seule université francophone en Amérique du Nord qui regroupe les cinq disciplines de l'aménagement que sont l'architecture, l'architecture du paysage, le design industriel, le design d'intérieur et l'urbanisme. Son doyen, Giovanni De Paoli, en est fier. Dans une entrevue accordée au *Devoir*, il partage sa vision de la faculté et quelques mots-clés marquant son succès.

JACINTHE LEBLANC

Si la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal a été fondée en 1968 par l'Institut d'urbanisme et l'École d'architecture, Giovanni De Paoli rappelle que le mot «aménagement» s'est imposé par suite d'un accord conclu entre ces deux écoles. L'appellation pendant quelques mois de «faculté d'architecture» a eu pour résultat que les urbanistes ne s'y retrouvaient pas. «Alors, on a trouvé ce compromis, cet "aménagement"», raconte M. De Paoli. Plus tard s'y sont joints le design industriel et l'architecture du paysage, suivis dernièrement par le design d'intérieur.

La Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal regroupe le plus grand nombre de disciplines de la conception. Devant cette spécialité, M. De Paoli reste humble: «Je fais toujours attention de ne pas dire: "On est unique, on est les seuls". [...] Il y a plusieurs grandes facultés au Canada qui regroupent un certain nombre de disciplines, mais la chance que nous avons, c'est d'en avoir plus.» En plus de cet avantage, la qualité des professeurs contribue grandement à la réputation de la faculté.

Le «meilleur véhicule multidisciplinaire»

Avec cinq disciplines sous un même toit, la multidisciplinarité est favorisée, parce qu'«on est forcé de travailler ensemble», souligne le doyen. Avec le temps, les professeurs se cloisonnent dans leur champ d'expertise. Les étudiants deviennent ainsi un vrai «véhicule multidisciplinaire [...], parce que ce sont eux qui passent d'un étage à l'autre et qui permettent le passage de l'information et la communication». En quête de nouvelles connaissances, ils n'hésitent pas à aller les chercher dans d'autres disciplines.

«Mais moi, je vais plus loin. Je me dis: multidisciplinaire, nous le sommes, nous devons l'être et nous devons aussi [tendre] vers une transdisciplinarité. Faire sortir nos disciplines de la conception. Pourquoi un poète ne pourrait-il pas participer à un projet d'architecture?», questionne M. De Paoli.

La beauté, l'environnement et l'être humain

Outre la promotion de la multidisciplinarité, quel est le rôle de la Faculté de l'aménagement? «Le but d'une faculté comme la nôtre, répond Giovanni De Paoli, c'est de permettre à l'être humain de vivre bien et de prévenir.» Et, pour ce faire, la faculté favorise «tout événement qui met en évidence le mieux-être ou le mieux-vivre. Le mieux-être, le mieux-vivre, ça veut dire la beauté, l'environnement.»

La Faculté de l'aménagement et ses cinq disciplines visent donc à poser un regard sur la beauté et l'environnement, en passant par son élément central: l'être humain. Le doyen ne pourrait être plus clair: la complexité devant laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, que ce soit celle de l'être humain ou de son environnement, fait en sorte qu'il est nécessaire de coopérer et de dialoguer. «L'important, mentionne-t-il, est de faire de belles choses. Et faire de belles choses, ça veut dire réussir à travailler ensemble sur un projet commun. Et ça, c'est le risque. Parfois, il y a des disciplines qui accaparent le pouvoir.»

Dans un monde compliqué, où l'être humain, l'environnement et la beauté sont complexes et créent des situations difficiles, il devient nécessaire de connaître les cultures, la nôtre et celles qui nous entourent. «Si on ne connaît pas les autres cultures, si on ne

connaît pas les autres pays, si on ne connaît pas comment se font les choses ailleurs, soutient M. De Paoli, nous ne saurons jamais faire les nôtres. C'est fondamental. Il faut connaître l'être humain.»

L'internationalisation

Un autre aspect sur lequel le doyen de la Faculté de l'aménagement insiste beaucoup, et «c'est ça qui doit distinguer notre faculté: le mot "international"». Cela participe de la compréhension de l'être humain, de son fonctionnement et des raisons pour lesquelles les choses sont conçues comme elles le sont.

Giovanni De Paoli se fait un devoir de promouvoir sa faculté en voyageant à l'étranger, notamment en Europe: «La mission de la faculté, si elle n'est pas interna-

tionale, n'a pas de sens.» Il travaille présentement à la mise sur pied d'une reconnaissance des diplômes et à la création un programme de cotutelle de doctorat. Ce dernier donnerait des avantages aux étudiants, comme la supervision par deux directeurs et une valeur ajoutée au diplôme.

Ces échanges internationaux dans les cinq disciplines sont promus principalement par les professeurs invités qui piquent la curiosité intellectuelle des étudiants et des autres professeurs. «Vous voyez comment on pense, comment on réagit ailleurs [...]. Cette internationalisation favorise forcément les connaissances», conclut M. De Paoli. Il est donc très important pour lui que les professeurs fassent preuve de mobilité. Celle-ci doit également être à la portée des étudiants.

Enseignement, recherche et liberté intellectuelle

L'université se distingue dans sa mission par deux concepts: enseignement et recherche. «La recherche doit nourrir l'enseignement. Et la recherche ne peut plus être la recherche dans votre bureau. C'est une recherche multi-

disciplinaire interne et internationale», soutient M. De Paoli.

Depuis une dizaine d'années, Giovanni De Paoli a vu sa faculté devenir de plus en plus une faculté de recherche et de réflexion: «On réfléchit sur notre profession, on réfléchit sur le pourquoi de ce que nous faisons. Alors, chaque fois qu'on réfléchit sur le pourquoi, c'est le devoir et le plaisir de la faculté de promouvoir cela.» Cette liberté intellectuelle, grandement appréciée par le doyen, permet de réfléchir librement, sans contrainte, ce qui constitue l'essence même de l'université.

Lorsqu'on lui demande quelle est la réputation de sa faculté sur la scène internationale, M. De Paoli répond que c'est l'accueil qu'il reçoit qui la définit: «Quand je suis à l'extérieur, il me semble que les gens m'écoutent.»

Convaincu que la Faculté de l'aménagement est l'une des facultés les plus importantes, le doyen espère que, à son départ, «le mot "international" sera encore plus présent et que les disciplines [seront] plus affirmées dans ce contexte de multidisciplinarité».


Collaboratrice du *Devoir*

SOURCE UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Le doyen de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, Giovanni De Paoli

U de M

AU-DELÀ DE SA MISSION D'ENSEIGNEMENT, LA FACULTÉ DE L'AMÉNAGEMENT S'ENGAGE DANS LES ACTIONS QUI REPLACENT L'HOMME AU CŒUR DE NOS VILLES ET ASSURENT LA BEAUTÉ DE NOTRE ENVIRONNEMENT.

Université  de Montréal

ARCHITECTURE

Les concours et l'étude de l'architecture

L'architecture potentielle annonce les bâtiments de demain

«Nous avons la capacité d'apporter une contribution à la construction de la discipline de l'architecture»

Au-delà des immeubles et du bâti, l'architecture contemporaine s'exprime également à travers tous les plans réfléchis, imaginés et modélisés qui ne seront jamais réalisés. C'est ce que le professeur George Adamczyk appelle l'architecture potentielle, un concept en émergence à travers le monde et dont le Québec peut se vanter d'être l'un des pionniers.

JESSICA NADEAU

«La question de l'architecture potentielle nous est apparue très évidente dans le cadre des concours d'architecture, où on réunit une cinquantaine d'architectes qui planchent avec leur équipe respectueuse sur un même sujet», explique le professeur à l'École d'architecture de l'Université de Montréal, également codirecteur scientifique du Laboratoire d'étude de l'architecture potentielle (LEAP).

«Évidemment, en matière de réception sociale et publique, on accorde beaucoup d'attention au projet lauréat d'un concours, et puis on a tendance à oublier les autres. Mais nous nous sommes aperçus que les autres avaient avancé des hypothèses esthétiques ou techniques qui valaient la peine d'être recueillies dans un catalogue numérique qui serait mis à la disposition du milieu architectural, de façon à constituer une connaissance actuelle concrète de l'état des lieux de la pensée du projet d'architecture contemporain au Québec et au Canada.»

C'est à partir de cette prémisse qu'est né, en 2001, le Laboratoire d'étude de l'architecture potentielle, qui réunit une dizaine de professeurs issus de quatre universités québécoises et quelques dizaines d'assistants de recherche. Une subvention de 100 000 \$ par année permet d'assurer le fonctionnement de base du laboratoire.

Pour l'histoire

Pour George Adamczyk, qui a accompagné le fondateur du laboratoire, Jean-Pierre Chupin, depuis les tout débuts, le concours devient la lunette par laquelle on peut apporter des connaissances documentées sur l'architecture contemporaine, documentation qui faisait défaut tant au Québec qu'au Canada.

«Nous ne prétendons pas avoir toutes les réponses sur l'architecture contemporaine, mais, lorsque nous avons devant nous une certaine de projets, nous pouvons les annexer et découvrir des choses fascinantes, comme la façon dont s'est effectuée la transition du crayon au dessin par ordinateur et ce que cela change dans les compositions ou dans la communication. On peut également se po-



George Adamczyk (au centre), codirecteur scientifique du Laboratoire d'étude de l'architecture potentielle (LEAP) avec Jean-Pierre Chupin

ser des questions sur les courants stylistiques ou les nouvelles esthétiques de l'architecture au Québec et au Canada. Nous avons la capacité de nous engager dans des réponses fondées, puisque nous avons du matériel sous les yeux.»

L'étude de l'architecture contemporaine à travers les concours permet également de créer un lien entre l'université et le monde professionnel par l'établissement d'un dialogue et d'un répertoire des projets. «Certains nous ont même dit que cela les avait aidés à mieux comprendre leurs projets à travers le temps, ce qui n'est quand même pas banal.»

L'autre but avoué du professeur, c'est de faire de l'architecture une discipline en bonne et due forme. Car la recherche, en architecture, est encore trop souvent associée aux sciences appliquées ou à l'histoire de l'art, alors que la connaissance de la façon dont les architectes travaillent et pensent les projets est laissée à l'arbitraire artistique.

«Nous avons la capacité d'apporter une contribution à ce qu'on pourrait appeler la construction de la discipline de l'architecture au sein de l'université, pour lui donner un statut. Nous avons l'ambition

d'aller à la table des grandes disciplines et de ne pas être seulement des techniciens créatifs.»

L'expertise québécoise

Le Québec était un terrain fertile pour l'étude de l'architecture contemporaine à travers les concours. Avec une quinzaine de concours d'architecture par année, le Québec fait piètre figure lorsqu'on le compare à un pays comme la Suisse, qui en compte des centaines. Mais, à l'échelle canadienne, le Québec est, depuis plusieurs décennies, un chef de file en la matière, constate George Adamczyk. «Au Québec, on n'avait pas beaucoup d'argent, mais on faisait des concours et on avait des architectes avec beaucoup d'imagination, ce qui nous a positionnés dans un rôle de leader au Canada et, par ricochet, un petit peu en Amérique du Nord.»

Même s'il se concentre sur l'architecture contemporaine nationale, le laboratoire est ouvert sur le monde grâce à des collaborations avec des groupes et des chercheurs issus d'un peu partout sur la planète. Le LEAP partage notamment son expertise avec EUROPLAN, un organisme qui promeut des concours d'architecture à travers l'Europe.

Normes et développement durable

Montréal sera-t-il dénaturé par notre souci d'efficacité?

«Les systèmes d'évaluation n'évaluent que le potentiel théorique de l'efficacité réelle»

Étant donné notre préoccupation pour l'efficacité, énergétique et autres, concernant nos nouveaux immeubles, construisons-nous aujourd'hui encore des édifices comme la Place Ville-Marie, le Complexe Desjardins, la Place des Arts ou les stations de métro? Quel sera le visage de Montréal dans dix, vingt ou trente ans, puisque nos bâtiments publics sont désormais assujettis à des normes d'efficacité et de développement durable?

CLAUDE LAFLEUR

Carmela Cucuzzella, professeure de design et d'art numérique à la Faculté des beaux-arts de l'Université Concordia, a une préoccupation à tout le moins originale: elle s'inquiète tout particulièrement de ce que les concours d'architecture tenus en vue de créer de nouveaux édifices publics doivent dorénavant tenir compte des critères d'efficacité.

«Je ne m'oppose pas à ce qu'on tienne compte de ces critères dans la conception de nos édifices,

s'empresse-t-elle de préciser, c'est même très important. Toutefois, je me pose des questions quant à la place que prennent ces critères dans la sélection des projets retenus.» Ce qui inquiète le plus Mme Cucuzzella, c'est d'observer qu'il arrive souvent que les critères d'efficacité et de développement durable font pencher la balance en faveur d'un projet plutôt que d'un autre.

Or, rappelle-t-elle, le développement durable repose sur quatre piliers: économique, écologique, social et culturel. En fait, la Commission mon-

diale sur l'environnement et le développement a défini, dans le rapport Brundtland, le développement durable comme suit: c'est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. «Toutefois, dans le cas des concours d'architecture, le critère du développement durable est essentiellement défini par les normes de certification LEED», constate Mme Cucuzzella.

Le système d'évaluation Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) est un programme de certification qui vise à encourager la construction de bâtiments en fonction du développement durable. «Il s'agit d'un système d'évaluation qui indique à quel point un bâtiment est "vert"», résume la chercheuse. Ces normes prennent notamment en compte l'efficacité énergétique de l'édifice, la qualité de l'air qui s'y trouve, l'utilisation de l'eau et des ressources renouvelables, etc. «Plus l'édifice satisfait à des critères LEED, plus il reçoit une certification LEED élevée: argent, or ou platine», indique la chercheuse.

Choisit-on réellement le meilleur projet?

Carmela Cucuzzella a incidemment un parcours inusité. Au départ, elle a passé onze ans chez Nortel Networks à développer des logiciels pour l'industrie des télécommunications, avant de s'orienter vers le design et l'architecture. «J'ai toujours été intéressée par le design, dit-elle, surtout dans l'exploration du design. Je m'intéresse aussi beaucoup aux enjeux écologiques et au développement durable.»

«Lors de mes études de maîtrise et de doctorat, poursuit-elle, je me suis mise à étudier les systèmes d'évaluation qui

servent à quantifier les impacts écologiques des produits et des procédés de construction.» Elle est à présent une experte reconnue mondiale dans l'analyse des systèmes d'évaluation, principalement dans la façon dont ils sont utilisés par les designers et les architectes.

«Ce dont je me rends compte, c'est que ces systèmes d'évaluation, tout en étant réellement pertinents, n'évaluent néanmoins que le potentiel théorique de l'efficacité réelle. Ainsi, le recours à une évaluation LEED, particulièrement au début du processus, lors de la conception d'un projet, ne présente qu'une évaluation théorique des impacts, alors que tant de choses peuvent changer en cours de réalisation. Et l'impact de l'évaluation LEED est d'autant plus important que ce mode d'évaluation sert souvent à déterminer le projet le plus valable. Mais faisons-nous alors les bons choix? Choisis-t-on réellement le meilleur projet?»

Efficace efficacité?

Mme Cucuzzella souligne qu'on devrait même se questionner quant aux conséquences concrètes de l'efficacité énergétique. Elle cite ainsi une anecdote: chaque pièce de l'édifice ultramoderne dans lequel elle travaille est munie d'un détecteur de mouvement qui ferme les lumières dix minutes après que tout mouvement a cessé (de façon à économiser l'énergie). «Il m'arrive souvent, en travaillant à mon ordi, que les lumières s'éteignent, comme s'il n'y avait personne dans la pièce!», dit-elle en riant.

Elle se demande aussi si le fait d'accorder tant d'importance à l'efficacité et au développement durable — si valables soient-ils — est nécessairement une bonne idée. «Lorsqu'on choisit des projets en fonction des critères LEED, on omet souvent d'autres critères, dit-elle, dont le contexte historique du

«Grâce à la qualité de notre expertise pour notre propre banque de données, nous avons aidés à construire un cadre d'analyse de leurs propres concours», explique le codirecteur scientifique du laboratoire. Il parle aussi d'un étudiant brésilien qui a fait son postdoctorat au LEAP et qui, de retour chez lui, a monté un projet similaire.

«C'est un mouvement en émergence à travers le monde», se réjouit George Adamczyk.

Cette année, pour la première fois de son histoire, le LEAP se tourne résolument vers le monde, avec la tenue d'un colloque international qui se tiendra à l'Université de Montréal les 16 et 17 mars prochains. «Nous avons maintenant l'intention de confronter nos propres résultats à ce qui se fait dans les autres pays et, éventuellement, de construire des passerelles entre nos différents groupes de recherche à travers le monde.»

Le «Grand Livre» du Laboratoire n'est pas encore écrit. Il s'écrit par morceaux, au fil des projets de recherche, mais déjà certains constats émergent, observe George Adamczyk.

«Au Québec, nous avons une architecture qui est relativement traditionnelle, dans le sens de la modernité traditionnelle, qui n'est pas une architecture souple, comme toutes ces architectures en chewing-gum que l'on voit aujourd'hui sur les sites d'architecture. Nous avons une architecture qui ne se projette pas en dehors des réalités immédiates [...]. On est dans une modernité au sens d'une expression assez rationnelle des choses, avec une vérité des matériaux, et qui est très contextuelle en même temps.»

La grande force de l'architecture québécoise, selon George Adamczyk, c'est d'être capable de réaliser des chefs-d'œuvre avec très peu de moyens. Et le peu de moyens vient du fait qu'il s'agit d'un art encore trop peu valorisé, même dans les ministères de la Culture ou de l'Éducation, qui devraient pourtant être plus sensibles à cet aspect de la construction.

«On n'a pas beaucoup de moyens à donner aux architectes, parce qu'on attend d'eux des dispositifs d'efficacité, des bâtiments qui rendent de bons services, mais qui ne sont pas nécessairement des lieux qui soient chargés d'émotion ou qui soient des stimulants culturels ou artistiques. C'est toujours une question de temps. Ça prend du temps pour dessiner, imaginer, présenter, faire des modèles, des maquettes, discuter, comparer, modéliser, etc. Tout cela prend du temps, et ce temps-là n'est pas toujours valorisé. Alors, il reste du travail à faire de ce côté-là, que ce soit dans les écoles ou ailleurs, mais aussi de façon générale, à travers les porteurs de culture, où qu'ils soient, dans les ministères, dans le public ou dans les institutions.»

Collaboratrice du Devoir



Carmela Cucuzzella, professeure de design et d'art numérique à la Faculté des beaux-arts de l'Université Concordia



La Place Ville-Marie n'existerait peut-être pas si on avait appliqué les critères LEED.

projet, son insertion dans la collectivité, son esthétique, le visage qu'il confèrera au voisinage, etc.» Bien sûr, ces critères sont pris en compte, mais beaucoup moins que les normes LEED.

Réalisations passées

D'où l'inquiétude que des œuvres architecturales telles que la Place Ville-Marie, le Complexe Desjardins ou la Place des Arts n'existeraient peut-être pas si on avait appliqué les critères LEED. Mme Cucuzzella ne peut cependant pas dire si tel aurait été le cas, puisqu'elle n'a pas spécifiquement étudié ces bâtiments.

De même, pour des raisons d'efficacité, on peut supposer que, chacune de nos stations de métro étant différente des autres — elles représentent en quelque sorte autant d'œuvres

architecturales — elles n'existeraient probablement pas si on les avait passées au tamis de l'efficacité; il aurait été sans doute plus «efficace» et moins coûteux de concevoir des stations identiques et plutôt anonymes.

«Voulons-nous vraiment vivre dans un monde essentiellement efficace?», lance Carmela Cucuzzella. «Je n'ai pas la réponse aux questions que je pose. Pour le moment, j'explore ces questions et c'est ce dont je parlerai à l'occasion du Symposium international d'architecture.»

Collaboratrice du Devoir

Carmela Cucuzzella et «International Standards, National Norms and the Architectural Competition: A Problematic Shift of Conceptual Focus», le samedi 17 mars à 10h55.

ARCHITECTURE

Pabos et Big City

«Il faut faire ressortir l'intelligence du projet»

Le concours est une forme de commande exigeante mais très démocratique

Anne Cormier est la directrice de l'École d'architecture de l'Université de Montréal et une membre fondatrice de l'Atelier Big City, bureau qu'elle partage avec deux autres associés. Selon elle, la pratique des concours est fondamentalement démocratique, car elle met tout le monde sur un pied d'égalité, jeunes cabinets comme architectes bien établis. Elle regrette que le Québec n'en ouvre pas plus.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

«Dans une société, lorsqu'on doit construire un édifice, on peut se demander de quelle façon on va choisir les professionnels, explique Anne Cormier. Lorsqu'il s'agit d'édifices publics, il y a quand même des comptes à rendre et le concours offre une bonne transparence.» Et de regretter que le Québec n'utilise pas plus cette méthode pour attribuer ses contrats.

Il y a quelques mois, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a annoncé la construction de vingt écoles et l'agrandissement de vingt-cinq autres. Madame Cormier a alors pris sa plume pour demander que ces projets soient attribués par concours. Fin de non-recevoir. «Il y a une certaine frilosité au sujet de la tenue de concours, estime-t-elle. Cela bouscule sans doute de plus anciennes façons de faire. On peut aussi imaginer une impression de perte de contrôle chez les donneurs d'ouvrage. Et l'architecture est intimement liée au monde de la construction, qui est complexe. Il faut aussi reconnaître que tous les architectes ne partagent pas le même enthousiasme que moi pour les concours, qui demeurent une forme de commande exigeante.»

Nécessaire investissement

Une commande est exigeante et pas toujours rémunératrice. Lorsque les concours sont dits «ouverts», c'est-à-dire que n'importe quel bureau d'architectes qui le souhaite peut s'inscrire, il n'y a pas d'honoraires. Dans le cas où les cabinets sont invités à participer à un concours, ceux-là sont généralement rémunérés. «Ça peut se faire de différentes façons, nuance Anne Cormier. Il peut, par exemple, y avoir une première étape ouverte à tous, mais on ne demande alors que des esquisses très préliminaires, quelques dessins qui expliquent les idées. Le choix d'un certain nombre de propositions est fait, et, à ce moment-là, les concurrents choisis pour l'étape suivante vont être rémunérés.»

Cet investissement peut être lourd, mais il permet d'ouvrir des portes aux jeunes cabinets d'architecture. Il est, pour eux, un moyen de se faire connaître, de matérialiser son corpus d'idées et de se forger un portefeuille.

«Il donne accès à la commande, ajoute la directrice de l'École d'architecture. Un appel d'offres sans concours est souvent quantitatif: combien de mètres carrés de tel type de bâtiment avez-vous construit? Combien de personnes y a-t-il dans votre bureau? Pour combien de milliers de dollars avez-vous construit? Dans le concours, quand il est bien mené, le choix se fait selon le projet. C'est en ça non seulement que les jeunes cabinets peuvent tirer leur épingle du jeu, mais aussi que des cabinets plus établis, qui sont connus pour tel ou tel type d'édifice et qui souhaiteraient sortir de cet étiquetage, ont une carte à jouer. Ensuite, une proposition, même si elle ne remporte pas le concours, n'est jamais perdue. Pas qu'on puisse la représenter telle quelle ailleurs... Sauf que non seulement elle amène l'architecte à une réflexion sur une situation particulière — et ça, il pourra s'en resservir — mais surtout, lorsqu'il y a un concours, au final un seul édifice sera construit. Il y a plusieurs projets qui existent sur papier et qui ne verront jamais le jour. C'est ce qu'on appelle l'architecture potentielle, celle qui aurait pu être. Ces différents projets, surtout lorsqu'il s'agit d'un concours qui a eu une grande importance, peuvent être étu-

diés dans les écoles et ont parfois de l'influence.»

diés dans les écoles et ont parfois de l'influence.»

Obligatoire perspective

Pour qu'il soit bien mené, un concours doit compter sur un bon jury. Des membres qui ont une grande expérience de l'architecture, une grande sensibilité pour l'espace, la matière, la composition, qui sont capables de bien se représenter ce qu'ils ont sous les yeux, qu'il s'agisse de plans, de maquettes, de dessins, de coupes, de perspectives, pour le projeter dans la réalité. Souvent, ce sont des gens qui ont eux-mêmes réalisé de beaux projets et qui ont écrit sur l'architecture. Il faut également des gens qui connaissent bien le type d'édifice à venir, qui ont une expertise particulière par rapport au programme lui-même, comme des bibliothécaires dans le cas d'une bibliothèque, des enseignants dans le cas d'une école. «Il est impor-

tant que les membres du jury s'éclairent mutuellement», note Anne Cormier.

Il est important également que les concurrents sachent bien présenter leur projet. «Il faut faire le meilleur projet possible, mais il faut le présenter de la façon la plus éloquent, à la fois en mots, en dessins et éventuellement en maquettes, pour bien faire comprendre quelles sont ses spécificités, quelles sont les idées, quels sont les bons coups auxquels vous avez pensé, qu'est-ce qui va faire qu'on va s'y sentir bien. Il faut développer un projet intelligent, mais il faut aussi faire ressortir cette intelligence lors de la présentation.»

Heureuse participation

Anne Cormier, avec son bureau, l'Atelier Big City, participe généralement à un concours par an au Québec. Lorsqu'elle a démarré en 1987, elle a concouru à l'international, pour la bibliothèque d'Alexandrie et le musée du Parthénon à Athènes, notamment. «Ça été très constructif au départ pour créer notre corpus, estime-t-elle. Mais on ne le fait

plus parce qu'on se retrouve alors dans une situation où on est un cabinet parmi 500 ou 1000 à faire une proposition... Aujourd'hui, nous nous concentrons sur les rares concours locaux.»

C'est d'ailleurs en Gaspésie, à Pabos, que se trouve l'édifice dont la directrice de l'École d'architecture est le plus fière: le Centre d'interprétation. «C'était l'un des trois premiers projets pilotes du ministère de la Culture, se souvient-elle. Il n'y avait pas de précédent et on ne savait pas quelles étaient les intentions. Il a fallu beaucoup réfléchir et nous avons

été, d'une part, très heureux de remporter le concours, d'autre part, très fiers car c'est un projet qui a été primé par l'Ordre des architectes et par le gouverneur général du Canada et qui a été reconnu comme l'un des meilleurs projets canadiens du XXI^e siècle!»

Anne Cormier inaugure le colloque «Les compétitions internationales et une architecture de qualité à l'ère planétaire» le vendredi 16 mars à 8h30.

Collaboratrice du Devoir



Anne Cormier



ATELIER BIG CITY

Le Centre d'interprétation de Pabos, en Gaspésie



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

L'Atelier Big City

LES SITUATIONS COMPLEXES
AUXQUELLES NOUS SOMMES
CONFRONTÉS DANS
LA CONCEPTION DE
NOS ESPACES DE VIE
TROUVENT LEUR SOLUTION
DANS LE DIALOGUE
ENTRE LES DISCIPLINES.

Le doyen, GIOVANNI DE PAOLI

Université  de Montréal

Concours d'architecture

Soixante-seize projets plus tard...

«On voulait que le nouveau pavillon s'intègre aux bâtiments existants»

CATHERINE LALONDE

Le Musée national des beaux-arts du Québec, on le sait, est en phase d'expansion. Son projet d'agrandissement de 90 millions est le plus gros chantier culturel du Québec à l'heure actuelle. Les premiers coups de pelle, effectués en 2011, aboutiront à l'ouverture, en 2014, d'un nouveau pavillon consacré à l'art contemporain des XX^e et XXI^e siècles. C'est un consortium d'architectes des Pays-Bas, Office of Metropolitan Architecture (OMA), qui a remporté la manche. Regard sur le concours d'architecture international pour le musée de la Vieille Capitale.

Soixante-seize firmes, sises un peu partout dans le monde, ont déposé un projet pour l'agrandissement du Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ). Chapeauté par Louise Amiot, de l'Ordre des architectes du Québec, l'évaluation des propositions débutait par une analyse de comité technique. Ingénieurs et architectes annotaient les idées, leurs forces et leurs faiblesses, pour le jury.

Ce dernier, composé de sept membres — architectes, urbanistes, directeur des Musées de Montréal, ainsi que le président de la Fondation du MNBAQ, John Porter, et Esther Trépanier, alors directrice générale — devait faire le choix. Deux tours ont eu lieu, les finalistes devant chaque fois affiner leurs plans, jusqu'à présenter au final des maquettes en trois dimensions.

Un musée, des critères

Paul Bourassa est directeur de collections et de la recherche au MNBAQ depuis 2011. Auteur, il a signé *Le design au Québec* (éditions de l'Homme). C'est lui qui a dirigé *Vers un nouveau MNBAQ. Les projets finalistes du concours international d'architecture* en 2010-2011, l'exposition qui a permis au public de voir tous les musées qui auraient pu orner la ville.

Les critères auxquels devaient se plier les architectes étaient nombreux. «On savait déjà qu'on voulait que ce pavillon soit dédié à l'art du XX^e et du XXI^e siècle», indique M. Bourassa. On voulait qu'il s'intègre aux bâtiments existants pour former un complexe muséal, un ensemble. Pas simple: le MNBAQ est divisé entre une ancienne prison de 1861 et un bâtiment muséal originel érigé en 1933, à proximité du presbytère des dominicains. «D'autres balises étaient très claires: les espaces d'exposition désirés, par exemple, ainsi que les espaces techniques, les gradins, jusqu'au vestiaire, en passant par la sauvegarde de l'orme plus que centenaire rue

Grande-Allée, juste devant le musée.»

Ces précisions s'ajoutent aux besoins muséaux, déjà fins. «Le maintien des normes et des conditions climatiques est essentiel pour préserver les œuvres. Surtout dans un pays nordique comme le nôtre, où on doit composer avec des variations de température et d'humidité phénoménales, ce que les firmes européennes ne comprennent pas toujours. Le contrôle de l'éclairage est aussi très important et doit être équilibré avec la présence des fenêtres.» Car si les rayons naturels risquent d'endommager les œuvres, le protecteur «cube blanc impose vite la fatigue muséale», explique le directeur des collections.

Des projets, un lieu

À titre de spécialiste de l'architecture, le projet qui a le plus étonné Paul Bourassa est celui de la firme Brière, Gilbert et Associés/Nieto Sobejano, «parce que travaillé beaucoup en sous-sol, avec une volumétrie extérieure moins présente et un langage architectural marqué. Le projet le moins spectaculaire, mais ça semblait très volontaire, était celui d'Allied Works: très élégant, presque silencieux, respectueux du cadre monastique qui a marqué l'histoire du lieu.»

Le nouveau pavillon aura 3824 m². Au sous-sol, l'auditorium. Le rez-de-chaussée, avec son hall d'entrée majestueux, sera consacré à l'accueil des visiteurs — espace café compris. Aux étages, les salles d'exposition. Le tout bordé à l'arrière par le parc des Champs-de-bataille. «Il y a une clarté architecturale dans les trois blocs superposés pensés par OMA. On sent tout de suite les grandes zones», estime M. Bourassa.

Si le chantier respecte à ce jour le budget et le calendrier prévus, les défis demeurent nombreux. «On est déjà en train de penser tout le redéploiement des collections, de redéfinir les salles actuelles. Le défi est de réussir à faire circuler les gens dans l'ensemble du complexe, à travers le tunnel actuel et celui, plus grand encore, qui reliera le nouveau pavillon. Il faut qu'il y ait une cohérence, que les gens puissent vivre une expérience globale, mais aussi unique à chaque pavillon.» En attendant, une date d'ouverture est déjà arrêtée, «mais disons qu'on ne la dévoilera pas tout de suite, juste au cas...»

On peut voir les projets d'agrandissement présentés au concours d'architecture, ainsi que les commentaires du jury, dans le site du **Laboratoire d'architecture potentielle de l'Université de Montréal**, à www.cca.umontreal.ca/fiche_concours.php?lang=fr&cld=207.

Le Devoir

L'architecte brésilien Fabiano Sobreira

La révolution numérique démocratise les concours

«Je crois qu'il y a une relation directe entre l'éthique et la qualité architecturale»

Fabiano Sobreira est un architecte au Parlement brésilien et l'éditeur du magazine électronique lusophone *Concursos de projeto*, dédié aux concours internationaux d'architectures. Il est associé au Laboratoire d'études de l'architecture potentielle (LEAP) de l'École d'architecture de l'Université de Montréal. *Le Devoir* s'est entretenu avec lui par courriel.

BENOIT ROSE

«Le thème central de ma présentation, confie l'architecte, est l'impact de la révolution numérique sur la diffusion, la promotion et la démocratisation des concours d'architecture, spécialement au Brésil. Ma principale conclusion est que les avancées de cette révolution peuvent contribuer à l'acceptation et à la promotion des concours par l'administration publique.»

Il y a quelques années, M. Sobreira a fréquenté le LEAP de l'Université de Montréal pour y travailler à une recherche postdoctorale financée par le Parlement brésilien. L'une des contributions récentes de ce laboratoire montrealais est justement la publication, sous forme électronique, du Catalogue des concours canadiens (CCC), moteur de recherche en construction permanente «destiné à l'archivage, à l'analyse et à l'histoire de l'architecture contemporaine». Ce qu'on cherche à éviter grâce à cette bibliothèque virtuelle, c'est que des projets non lauréats mais porteurs d'idées intéressantes et novatrices soient tristement relégués aux oubliettes de l'histoire sans être étudiés à leur juste valeur. «Les projets conçus à l'occasion de concours constituent un patrimoine architectural (intellectuel et culturel) particulièrement méconnu et négligé», affirme-t-on dans la présentation du CCC.

«L'idée centrale du LEAP est que les projets des concours peuvent être vus comme de l'architecture potentielle, résume M. Sobreira. Selon cette perspective, on peut établir des analyses sur les potentialités des villes et de leurs espaces publics, dans un exercice permanent d'anticipation et de réflexion critique. Le projet éditorial de concoursdeprojeto.org partage cette même idée, d'où son but: offrir un espace public et virtuel pour la diffusion et le débat sur les concours et sur la potentialité de leurs idées pour la qualité architecturale.» Ce portail électronique dont il est l'éditeur est «aujourd'hui la principale source d'information lusophone sur les concours d'architecture». L'homme présentera cette expérience en ligne lors du colloque tenu cette fin de semaine.

Projets et prix

Le bureau d'architecture MGS – Macedo, Gomes & Sobreira, dont il est un partenaire, est d'ailleurs dédié principalement à la participation aux concours. Un de ses projets majeurs est le siège de la Fondation d'habitation de l'armée brésilienne, qui a résulté d'un concours remporté en 2005 et qui a été inauguré en 2010 à Brasilia. La même année, il s'est vu décerner le prix «Le meilleur de l'architecture» par un magazine spécialisé local, dans la catégorie des édifices institutionnels.

«Le Brésil et le Canada (et particulièrement le Québec), malgré leurs particularités et leurs différences économiques, politiques et culturelles, partagent aujourd'hui une même préoccupation, constate celui qui est aussi professeur à l'Université UNICEUB de Brasilia. Elle prend la forme d'une discussion sur les instruments possibles pour la promotion de la qualité des constructions et des espaces publics. Dans ce contexte, je crois que, pour les deux pays, le concours se présente comme un



MAURICIO LIMA AFP

Fabiano Sobreira travaille présentement en partenariat avec le bureau de l'architecte Oscar Niemeyer, à l'origine du bâtiment du Congrès national du Brésil (notre photo).

instrument potentiel pour la consolidation de leur culture architecturale respective, puisqu'il s'agit d'une procédure basée essentiellement sur le jugement qualitatif.»

Pas de qualité sans éthique

Au Département d'architecture de la Chambre des députés du Parlement brésilien, où il œuvre, Fabiano Sobreira dirige la section Accessibilité et développement durable. Il y coordonne une équipe d'architectes responsable de plusieurs volets, dont celui des recherches sur la qualité et la durabilité architecturales et sur leur réglementation publique. Il travaille présentement à la conception et au développement d'un nouveau bâtiment pour le com-

plexe d'édifices de la Chambre, développé par son équipe en partenariat avec le bureau de l'architecte Oscar Niemeyer. Il est aussi le cofondateur de l'organisation non gouvernementale Movimento Preservar, dont le but est «de promouvoir l'inclusion sociale par des actions culturelles et des projets de coopérations collectives.»

«L'intégration des intérêts autour du développement urbain, du design inclusif et de la durabilité, ainsi que leur relation avec la culture locale et les réflexions institutionnelles sont, à mon avis, l'essence de la qualité architecturale, et ce, n'importe où», avance-t-il. Lors de sa présentation prévue samedi prochain, il entend arguer que «la discussion sur la considération architecturale à l'ère planétaire

doit passer principalement par la considération des valeurs éthiques, et pas seulement par les expressions esthétiques. Après tout, si les valeurs esthétiques peuvent changer d'un contexte à l'autre, les valeurs éthiques peuvent être globales, planétaires.»

«Je crois qu'il y a une relation directe entre l'éthique et la qualité architecturale, de développer le professeur. Les valeurs éthiques et la qualité de l'architecture sont bien établies quand les multiples relations et les contextes sont considérés dans le projet: les expressions culturelles et sociales, la durabilité, l'inclusion, etc. Donc, il n'y a pas d'éthique (et conséquemment pas de qualité) dans l'architecture se présentant comme un produit de consommation global qui est basé strictement sur la préférence esthétique ou la notoriété de l'architecte, et qui est dissocié de la culture locale.»

Selon lui, des concours bien conçus peuvent justement contribuer à la promotion de l'éthique dans l'architecture. «Dans les concours, l'esthétique doit être la conséquence (et pas l'origine) d'un procès ouvert, démocratique et transparent, basé sur les relations éthiques du jugement qualitatif.»

Collaborateur du Devoir

Fabiano Sobreira et «Design Competitions in Brazil: Building a Culture of Architectural Quality», le samedi 17 mars à 14h10.



Lancement de livre

Le jeudi 15 mars 2012, 19 h – 21 h
Librairie du CCA
Centre Canadien d'Architecture
1920, rue Baile, Montréal, H3H 2S6

CCA
cca.qc.ca/livreimparfait



SOURCE LEAP

Concours international organisé en 2009 pour le nouveau Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ). Extrait d'une planche présentée par le lauréat à la deuxième phase du concours, un projet de l'Office for Metropolitan Architecture (OMA New York), dirigé par Shohei Shigematsu en consortium avec les architectes québécois Provencher Roy et associés.